



## PGC de l'opération

### RN20 Plots d'essai d'injection et sondages complémentaires

**Coordination SPS :**

PRESENTS, Agence de Toulouse  
Les Espaces de Balma  
Bâtiment 10  
16 avenue Charles de Gaulle  
31130 BALMA  
Tél : 05 61 24 90 20  
Fax : 05 61 24 90 21  
Nom CSPS : Lionel VIGNES

**Maître d'ouvrage principal :**

DREAL MIDI-PYRENEES  
1 Pl. Émile Blouin  
31500 TOULOUSE CEDEX  
Tél : 05 61 58 64 00  
Fax : 05 61 58 64 01  
Monsieur Jean Christophe FRUHAUF  
jean-christophe.fruhauf@developpement-durable.gouv.fr

**Maître d'oeuvre principal :**

SETEC INTERNATIONAL  
42 44 rue du general de larminat  
33000 BORDEAUX  
Tél : 05 24 54 55 06  
Fax : 05 24 54 55 46  
Monsieur Arnaud DELGA  
arnaud.delga@setec.com

SETEC INTERNATIONAL  
42 44 rue du general de larminat  
33000 BORDEAUX  
Tél : 05 24 54 55 06  
Fax : 05 24 54 55 46  
Madame Lilas TOTOR  
lilas.totor@setec.com

| Indice et date  | Rédacteur     | Nature des modifications |
|-----------------|---------------|--------------------------|
| v1 - 04/08/2025 | Lionel VIGNES | 1ère Indice              |

# SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 0 - Préambule  | 1  |
| 1 - Renseignements d'ordre administratif   | 2  |
| 1.1 - Renseignements relatifs à l'opération  | 2  |
| 1.2 - Intervenants   | 3  |
| 1.3 - Mission du Coordonnateur SPS   | 5  |
| 2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur                            | 7  |
| 3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS  | 8  |
| 3.1 - Circulation  | 8  |
| 3.2 - Manutention  | 14 |
| 3.3 - Stockage   | 15 |
| 3.4 - Gestion des déchets et décombres   | 17 |
| 3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux   | 18 |
| 3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale   | 22 |
| 3.7 - Interactions sur le site   | 29 |
| 4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation  | 34 |
| 4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention  | 34 |
| 4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes   | 34 |
| 4.3 - Réseaux enterrés et aériens  | 34 |
| 4.4 - Risques liés à la circulation extérieure   | 35 |
| 4.5 - Analyse des risques liés à l'environnement   | 36 |
| 5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre   | 39 |
| 5.1 - Installations de chantier  | 39 |
| 5.2 - Nettoyage du chantier  | 39 |
| 5.3 - Clôture du chantier  | 40 |
| 5.4 - Réseaux mis à disposition  | 41 |
| 6 - Secours et évacuation des travailleurs   | 42 |
| 6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours   | 42 |
| 6.2 - Plan de secours  | 42 |
| 6.3 - Organisation des premiers secours  | 42 |
| 7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants  | 43 |
| 7.1 - Mise en commun des moyens  | 43 |
| 7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants   | 43 |
| 7.3 - Emploi de personnels intérimaires  | 43 |
| 7.4 - Prestataires de service  | 43 |
| 8 - Annexes  | 45 |
| 8.1 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours   | 46 |
| 8.2 - ANNEXE : Dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante | 47 |

# 1 - Préambule

Documents de référence:

- Article 29.2 du règlement sanitaire départemental,
- Article 90 du règlement sanitaire départemental,
- Article L35.8 du code de la santé publique,
- Loi sur l'eau.

Une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, concernant la conception et la réalisation des travaux, a été organisée par le Maître d'Ouvrage.

Le PGC, ainsi que ses additifs, sont insérés dans tous les marchés de travaux, objets de la présente opération. Ils apportent des renseignements qui permettront aux entreprises d'élaborer leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du Code du Travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS, dans le présent PGC,
- par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment le CCAP et le CCTP.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Il est rappelé, par ailleurs, que l'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Ce PGC a été établi par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments qui lui ont été transmis par le Maître d'Ouvrage. Le tableau ci-dessous récapitule ces éléments, ayant servi d'hypothèses au Coordonnateur SPS.

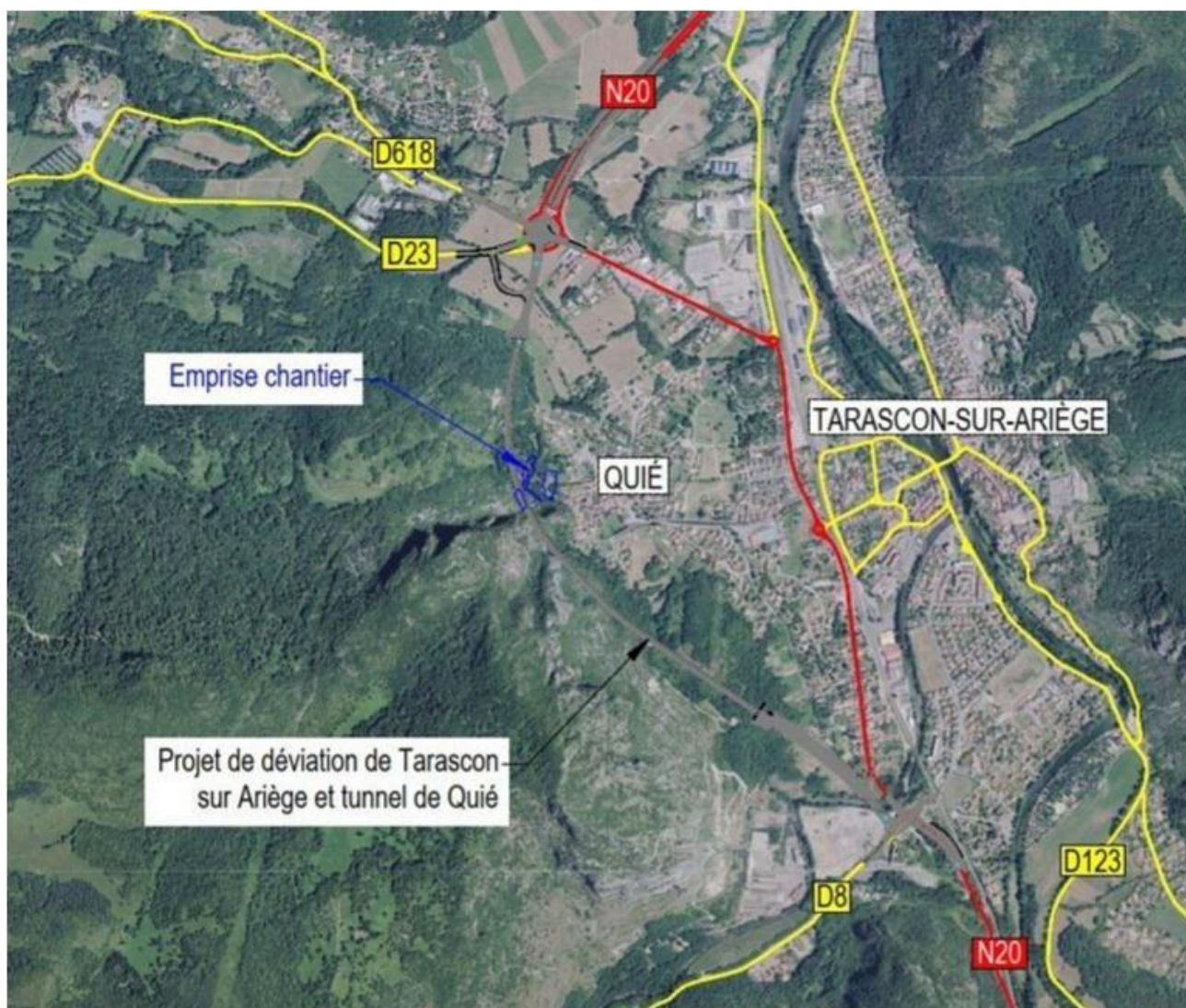
| Nom du document / Commentaires   | Transmis par           | Date de transmission |
|--|------------------------|----------------------|
| 58431_als_pro_gen_stu_not_00301_0_-_mémoire_général_jcf.pdf :<br>Mémoire Général | SETEC<br>INTERNATIONAL | 04/08/2025           |

## 2 - Renseignements d'ordre administratif

### 2.1 - Renseignements relatifs à l'opération

#### 2.1.1 - Situation

- Nom de l'opération :  
RN20 Plots d'essai d'injection et sondages complémentaires
- Catégorie :  
Opération de catégorie 3
- Adresse du chantier :  
Quié  
09400 TRASCON SUR ARIÈGE



#### 2.1.2 - Travaux

Description des travaux :

Les travaux des plots d'essais géotechniques et les sondages complémentaires sont réalisés en

amont de la réalisation du tunnel de Quié qui fait partie du projet de déviation de la Route Nationale n°20 (RN20) à Tarascon-sur-Ariège.

Nature des travaux :

Installations de chantier et travaux préparatoires.

Plots d'essais d'injection

Essais initiaux des 2 plots

Forages du 1er plot

Injection du 1er plot

Essais de contrôle du 1er plot + résultats

Forages du 2nd plot

Injection du 2nd plot

Essais de contrôle du 2nd plot

Sondages complémentaires

Sondages carottés

Suivi des piézomètres

Suivi des piézomètres et analyse

Remise en état

## **2.2 - Intervenants**

### **2.1.1 - Parties contractantes**

#### **Maître d'ouvrage principal :**

DREAL MIDI-PYRENEES

1 Pl. Émile Blouin

31500 TOULOUSE CEDEX

Tél : 05 61 58 64 00

Fax : 05 61 58 64 01

Monsieur Jean Christophe FRUHAUF

jean-christophe.fruhauf@developpement-durable.gouv.fr

#### **Maître d'oeuvre principal :**

SETEC INTERNATIONAL

42 44 rue du general de Larminat

33000 BORDEAUX

Tél : 05 24 54 55 06

Fax : 05 24 54 55 46

Monsieur Arnaud DELGA

arnaud.delga@setec.com

#### **Coordination SPS :**

PRESENTS, Agence de Toulouse

Les Espaces de Balma

Bâtiment 10

16 avenue Charles de Gaulle

31130 BALMA  
Tél : 05 61 24 90 20  
Fax : 05 61 24 90 21  
Nom CSPA : Lionel VIGNES  
Email : l.vignes@presents.fr

### **2.1.2 - Organismes de prévention**

CARSAT OCCITANIE  
Prévention  
2 Rue Georges Vivent  
31065 TOULOUSE CEDEX 9  
Tél : 05 62 14 27 06  
Fax : 05 62 14 26 92  
Adresse GENERALE  
prevention@carsat-mp.fr

OPPBTP  
Agence Occitanie  
3, Chemin du Pigeonnier de la Cepière  
Bâtiment C3 - BP53645  
31036 TOULOUSE CEDEX 1  
Tél : 05 61 44 52 62  
Monsieur Agence Occitanie OPPBTP  
occitanie@oppbtp.fr

DDETSPP  
9, rue du Lieutenant-Paul-Delpech  
BP130  
09003 FOIX CEDEX  
Tél : 05 61 02 43 00  
DDETSPP DE FOIX  
ddcspp@ariefge.gouv.fr

### **2.2.2 - Exploitant(s)**

Sans objet.

### **2.2.3 - Organismes de secours**

Pompiers : Tél. 18 ou 112 avec un portable  
SAMU : Tél. 15  
Police ou gendarmerie : Tél. 17

## **2.3 - Mission du Coordonnateur SPS**

Le Coordonnateur SPS n'a pas de pouvoir de commandement direct à l'encontre des entreprises. Il fera donc ses observations aux entreprises concernées par le biais du Registre Journal, et les entreprises apposeront leur signature sur les éléments présentés.

A cet effet, lors de l'inspection commune, les entreprises indiqueront au Coordonnateur SPS le nom de la personne habilitée à contresigner les observations faites par le Coordonnateur SPS.

### **2.3.1 - Plan Général de Coordination (PGC)**

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont soumises à l'application de ce PGC. En fonction de l'évolution des travaux, le PGC sera mis à jour.

Le PGC étant joint à l'appel d'offres, toute entreprise qui désignerait un sous-traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux a l'obligation de lui transmettre un exemplaire en vigueur du PGC.

### **2.3.2 - Inspection commune**

Toute entreprise destinée à intervenir sur le chantier devra participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux.

Pour cela, chaque entreprise prendra contact avec le Coordonnateur SPS suffisamment tôt pour convenir d'une date d'inspection commune. A défaut d'inspection commune, l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.

Les prestataires et locatiers divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés. La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPSPS.

Sauf dans le cas d'exception laissé à l'appréciation du Coordonnateur SPS, l'entreprise devra s'organiser pour garder un délai de 10 jours ouvrables avant le début des travaux pour faire l'inspection commune.

Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

### **2.3.3 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)**

Tout entrepreneur, ainsi que ses sous-traitants, sont tenus de remettre au Coordonnateur SPS, 5 jours ouvrables avant toute intervention, un PPSPS relatif aux travaux qui leurs sont confiés.

Ce PPSPS est fourni en format informatique et en format papier à la demande du CSPS.

Le PPS sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent PGC, des mesures définies lors de l'inspection commune et des prescriptions fixées par le marché.

L'attention de chaque entreprise est attirée sur l'importance de ce PPSPS. Son contenu est défini par le Code du Travail et les différents thèmes devront donc être développés en étant adaptés à cette opération.

Ainsi, les mesures prises pour pallier aux risques propres de l'entreprise et aux risques venant des autres intervenants (risques importés) devront être précisément définies.

Chaque PPSPS devra bien décrire les risques exportés (adaptés à cette opération) envers les autres entreprises, susceptibles d'impacter les interventions des travailleurs concernés.

Si le mode opératoire retenu par l'entreprise entraîne des modifications du contenu du PGC, l'entreprise concernée devra en faire mention dans son PPSPS et informer le Coordonnateur SPS pour qu'il puisse en tenir compte et procéder à la mise à jour nécessaire



## **3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS**

### **3.1 - Circulation**

#### **3.1.1 - Circulations horizontales**

##### **3.1.1.1 - Circulation de chantier**

Pendant la période de préparation, l'entreprise désignée établira un projet de plan général de circulation sur le chantier en privilégiant la spécialisation des voies.

Ce plan de circulation sera établi par secteur le cas échéant (plateforme extérieure, zones de stockage et de livraison).

L'entreprise responsable est le titulaire du marché

Toutes les entreprises intervenant par la suite sur le chantier se soumettront à ce plan de circulation. Si pour une quelconque raison, une entreprise considère ne pas pouvoir respecter ce plan de circulation (encombrement engin, etc.), elle devra en informer le Coordonnateur SPS afin que la solution appropriée puisse être mise en oeuvre.

Les objectifs recherchés par ce plan de circulation sont les suivants :

- Organiser la circulation sur le site de façon pertinente ;
- Gérer les croisements de flux (entrées et sorties) ;
- Limiter les marches arrière.

Les points devant notamment figurer sur le plan de circulation sont :

- les cheminements,
- les accès riverains,
- les points singuliers (obstacles, emprise des travaux, limitations de gabarit, etc.),
- les zones à risques,
- les modalités et zones de stockage,
- le fléchage,
- les aires de retournement,
- les modalités de circulation,
- le sens de circulation à respecter le cas échéant.

La présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules est interdite.

Les règles de circulation sur le chantier sont les suivantes :

Circulation à 50 km/h maximum, ramenée à 30 km/h maxi au droit des postes de travail et au

pas dans les zones où se trouvent des piétons, la vitesse des véhicules doit, en permanence, être adaptée aux conditions de circulation.

Circulation à droite, sauf indication contraire motivée par des impératifs d'organisation interne du chantier.

D'une manière générale, les pistes de chantier seront adaptées à la largeur des engins. Si la circulation à double sens n'est pas possible il faudra prévoir des zones de croisement.

Les mesures spécifiques à prendre en compte pour la circulation de chantier sont :

Les pistes internes au chantier, seront conçues de manière à ne pas dépasser 10 % de pente et seront munies de dispositifs de retenues (glissières, merlons...).

Tous les obstacles tels que lignes électriques aériennes, passages inférieurs d'ouvrages d'art, équipements, fouilles, dénivelés, etc. devront être signalés et des protections adaptées (telles que merlon, gabarit, glissières béton, etc.) seront mises en place.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien est le titulaire du marché

Les mesures spécifiques à prendre en compte sont :

Définition des pistes :

Les pistes de chantier devront être adaptées aux nécessités techniques des engins ou véhicules. Elles devront présenter les caractéristiques minimales suivantes :

En crête de talus, de remblai, de paroi, ainsi que sur les bords d'un plan d'eau, il sera mis en place en bordure de piste, un dispositif de protection difficilement franchissable par un engin ou un véhicule circulant à vitesse normale (merlon continu de terre ou glissière de sécurité ou pose continue de gabions, etc. ). Pour le cas de merlon de terre, ce dispositif aura une hauteur au moins égale au rayon des plus grandes roues des engins ou véhicules appelés à circuler.

Ce dispositif de protection sera surmonté d'un balisage rétro-réfléchissant (piquets K5b, etc.).

Protection des points singuliers :

La protection des points singuliers pouvant présenter des risques pour la sécurité des personnes, la bonne conservation des ouvrages ou la circulation des engins et véhicules devra être assurée.

.

Assainissement :

Toutes les pistes seront dotées d'un réseau d'assainissement pour l'évacuation des eaux de pluie, de ruissellement, etc. de manière à garantir une circulation hors d'eau sur les pistes.

Entretien des pistes :

L'entretien des pistes et des dispositifs de protection sera assuré (stabilité, nivellement, praticabilité), comme l'entretien ou le renforcement des ouvrages existants (buses, ouvrages hydrauliques, etc.) pendant toute la durée des travaux.

Pistes sous circulation alternée :

La signalisation particulière précisera :

- l'ordre de priorité,
- la vitesse limitée (30 Km/h max. ),
- la position des refuges de croisement (avec interdiction de stationner).

Intersections :

Chaque intersection de pistes nécessitera la mise en place d'une signalisation de priorité.

Accès :

Des panneaux « STOP » seront posés sur le tracé à chaque intersection avec une voie publique. Un panneau Chantier interdit au public sera posé à chaque accès.

Des panneaux de chantier spécifiant l'interdiction de tourne à gauche, après accord des autorités compétentes, seront posés sur les voiries d'accès.

#### 3.1.1.2 - Postes de travail en bordure de pistes circulées

Tous les postes de travail seront balisés. Ce balisage est à la charge de l'entreprise concernée. Un plan de principe de balisage sera joint au PPSPS de l'entreprise.

#### 3.1.1.3 - Circulation piétonne

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra les accès réservés au personnel de chantier.

Une signalisation matérialisant les zones prévues pour le passage sera mise en place et entretenue tout au long des travaux.

Les accès aux différentes zones de travail seront également réalisés et entretenues dans les mêmes conditions.

Les cheminements pour le personnel à pieds sur le chantier seront transcrits sur le plan général de circulation par l'entreprise ayant établi ce plan.

Les mesures spécifiques à prendre en compte sont :

Tout le personnel devra être équipé de vêtement de signalisation de classe 2 ou 3.

L'entreprise responsable est le titulaire du marché

#### 3.1.1.4 - Stationnement des véhicules

Les véhicules de chantier devront stationner sur les emplacements prévus à cet effet.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien de la signalisation matérialisant ces zones est le titulaire du marché

Toutes les entreprises organiseront le transport de leur personnel afin d'éviter les venues en véhicule particulier. Ces consignes seront également transmises aux sous-traitants et autres prestataires intervenant pour le compte de l'entreprise.

La situation des zones prévues pour le stationnement est :

## **3.2 - Manutention**

### **3.2.1 - Mise en commun des moyens**

L'entreprise responsable est le titulaire du marché:

### **3.2.2 - Moyens de manutention verticale et règles d'utilisation**

De manière à limiter les risques liés à l'utilisation de moyens de manutention, l'employeur responsable devra s'assurer de :

- Utiliser des moyens de manutentions adaptés aux charges transportées ;
- Suivre les indications du fournisseur de matériel ;
- Vérifier régulièrement (vérifications de mise en service, périodiques générales et de remise en

service) l'état du matériel de manutention (appareils de levage et accessoires de levage), l'utilisateur d'un appareil de levage doit toujours s'assurer de la réalisation des vérifications réglementaires ;

- Former ses salariés à l'utilisation de ces matériels, les manutentions par engins spécialisés seront opérées par des conducteurs titulaires d'une autorisation de conduite selon le type d'engin.

Certains matériels pourront cependant être utilisés par plusieurs entreprises dans le cadre de la mise en commun de moyens.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise (grues, échafaudage, engins de terrassement, etc.), ce matériel doit être conforme à la réglementation et en bon état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'un protocole de prêt de matériel.

L'entreprise responsable des moyens de manutention assurera elle-même la manutention pour le compte de l'entreprise demandeuse, afin d'éviter une mauvaise utilisation du moyen.

### **3.2.3 - Limitation des manutentions manuelles**

La priorité est donnée à la manutention mécanique : chariots élévateurs, grues.

Lorsqu'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, des moyens adaptés doivent être mis à la disposition des travailleurs : palonniers, treuils, crics, vérins, crochets, tables élévatrices, etc. par l'entreprise concernée.

## **3.3 - Stockage**

### **3.3.1 - Zone de stockage**

Sur le chantier, les zones disponibles mises à disposition pour le stockage sont les suivantes :

Chaque entreprise aura à gérer, dans la mesure du possible, ses approvisionnements sur le site pour minimiser son stockage.

Si l'espace disponible ne suffit pas à une entreprise, elle en informera le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Les lieux de stockage devront être délimités et/ou fermés par une clôture rigide entretenue régulièrement.

La clôture sera assurée par l'entreprise suivante le titulaire du marché:

Aucun stockage ne sera organisé devant les accès et/ou les issues de secours.

Les entreprises prendront en compte dans leurs besoins ceux de leurs sous-traitants, fournisseurs, etc.

### **3.3.2 - Approvisionnement et enlèvement : dispositions à prendre par les entreprises faisant intervenir un livreur, fournisseur, etc.**

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra prévoir, pour les véhicules de livraison, un chemin d'accès et une aire de stationnement stabilisés, de largeur suffisante, sans déclivité importante, exempts d'obstacles, permettant la mise en œuvre complète des stabilisateurs.

Les aires de stockage des matériaux de construction à livrer devront être délimitées au sol ou sur les seules parties résistantes de l'ouvrage.

Chaque entrepreneur devra désigner une personne compétente (réceptionnaire) chargée de l'accueil du livreur, de la délimitation de l'aire de livraison, de la surveillance de l'opération de

livraison. Elle guidera les manœuvres notamment en cas de manque de visibilité en tenant compte du dégagement des fourches de levage.

Les matériaux repris seront reconditionnés.

L'entreprise devra donner au fournisseur les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer de la présence éventuelle de réseaux électriques aériens.

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra accueillir son prestataire, lui donner les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer de la présence éventuelle de réseaux électriques aériens.

### **3.3.3 - Zone de stockage des matériaux dangereux**











Certaines protections sont à observer :

- Séparer les produits acides et les produits basiques ;
- Ranger, de préférence, les liquides en dessous des solides ;
- Stocker seulement de faibles quantités de produits ;
- Aérer et éloigner suffisamment le lieu de rangement de toute source de chaleur.

Les stockages de produits dangereux devront être clairement signalés et devront se faire de manière à ne pas présenter de risques pour les utilisateurs comme pour l'environnement.



Les entreprises devront indiquer dans leur PPSPS les produits qu'elles utiliseront et pouvant présenter des risques particuliers. Elles joindront les fiches de sécurité santé de ces produits et préciseront les mesures particulières d'utilisation et les précautions à prévoir vis à vis des autres corps d'état et pour toute personne se trouvant à proximité des travaux.

|   |  |  |  |  |  |
|---|---|---|---|---|---|
|  | +   | -   | -   | -   | +   |
|  | -   | +   | -   | -   | -   |
|  | -   | -   | +   | -   | +   |
|  | -   | -   | -   | +   | ○   |
|  | +   | -   | +   | ○   | +   |

**+** Stockage ensemble possible

**-** Stockage ensemble impossible

**○** Stockage ensemble possible sous certaines conditions

Note : il est strictement interdit de stocker des matériaux dangereux dans le tunnel, excepté en cas d'impossibilité technique et après en avoir informé le Coordonnateur SPS. Dans ce cas, des quantités limitées seront définies, au stricte besoin du poste de travail.

### **3.4 - Gestion des déchets et décombres**

#### **3.4.1 - Interdictions générales**

Il est interdit de brûler les déchets, sauf autorisation spécifique au titre des installations classées ou pour les bois infectés par des insectes xylophages.

Il est d'interdit d'enfouir les déchets sur le chantier ou de les déposer dans une décharge sauvage.

#### **3.4.2 - Obligation des entreprises**

Les entreprises ont l'obligation:

- de respecter la traçabilité des déchets dangereux
  - Déchets dangereux: bordereau de suivi des déchets dangereux ou BSDD
  - Déchets d'amiante: bordereau de suivi des déchets amiante ou BSDA
  - Déchets d'emballage: trace écrite de leur élimination
- de trier les emballages
- de respecter les obligations de transports des déchets ou de les confier à un professionnel du

déchets qui les valorisera dans les conditions légales. L'entreprise devra conserver la trace écrite de l'évacuation des déchets (bordereau de suivi, bon de dépôt...)

Les dispositions nécessaires pour respecter ces obligations seront prises par les entreprises, si elles ne sont pas indiquées dans le cahier des charges techniques.

De façon plus générale, l'entreprise veillera à l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets.

### **3.4.3 - Organisation du tri sur le chantier**

Trier les déchets sur le chantier permet notamment de réduire les coûts d'élimination et facilite le recyclage. Trois niveaux doivent être retenus pour le tri des matériaux:

- les déchets inertes: déchets qui pendant le stockage ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante (ex: briques, pierre, céramique, tuiles, terre non polluée...)
- les déchets non dangereux non inertes (ex: bois, carton, plastiques, laines minérales, peintures...etc)
- les déchets dangereux (ex:aérosols, bois traités avec substance dangereuses, DEE, produits amiantés, peintures contenant des substances dangereuses...etc).

Le chantier doit s'organiser en fonction de ce tri. Ainsi plusieurs bennes seront installées. Prévu en fonction de la typologie des déchets, elles seront correctement signalées et équipées de pictogrammes afin d'orienter le tri. Elles seront placées au plus proche des sources de déchets et seront accessibles aux camions d'enlèvement.

Une information/sensibilisation sera donnée aux salariés lors de leur accueil sur le chantier et les entreprises s'assureront que le tri des déchets dans les bennes est respecté durant toutes les phases du chantier.

## **3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux**

### **3.5.1 - Cas de l'amiante**

Les entreprises sont informées que l'opération objet du présent PGC faisant apparaître des travaux sur l'amiante est ainsi classée dans le Code du Travail :

Cas des interventions sur des matériaux, des équipements des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante :

Interventions sur des matériaux, des équipements des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante : sous section 4 de la section III Chapitre 2 Titre 1 Livre Quatrième (articles R4412-144 à 4412-148) du Code du Travail.

L'entreprise en charge des travaux sur les matériaux amiantés devra prendre connaissance du dossier technique joint en annexe au présent PGC, et respectera l'ensemble des prescriptions

décrites dans le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Elle commencera par réaliser une évaluation des risques dans les conditions décrites dans la sous section 2 de la section III – Chapitre 2 – Titre 1 – Livre Quatrième (articles R4412-97 à 4412-124) du Code du Travail, intégrant les éléments suivants :

- Estimation du niveau d'empoussièrement correspondant à chacun des processus de travail (niveau 1 à 3),
- Elaboration de la méthode de contrôle de l'empoussièrement pendant les travaux afin de vérifier le respect de la valeur limite d'exposition professionnelle,
- Choix des techniques et modes opératoires permettant de minimiser l'empoussièrement, l'exposition des travailleurs et la diffusion des fibres d'amiante à l'extérieur de la zone des opérations,
- Mise en œuvre des moyens de protection collective et équipements de protection individuelle adaptés à la nature des opérations,
- Balisage et signalisation des zones concernées,
- Information et formation des travailleurs,
- Organisation du travail (nombre et durée des vacations, moyens de décontamination, etc.),
- Mise en place du suivi de l'exposition de chaque travailleur,
- Le traitement des déchets (conditionnement, transport, traçabilité).

Par ailleurs, il est important de noter que chaque personne concernée par les travaux sur les matériaux amiantés (opérateur de chantier, encadrement de chantier et encadrement technique) devra recevoir préalablement une formation adaptée à ses activités et aux procédés mis en œuvre, dans les conditions fixées par l'Arrêté du 23 février 2012 sur la formation des travailleurs de l'amiante.

#### Suivi des salariés :

Les salariés exposés à l'amiante sont soumis à une surveillance médicale spéciale, comprenant notamment une vérification préalable de l'aptitude médicale à l'affectation à un poste exposé ou susceptible de l'être, l'établissement de fiches d'exposition pour chaque chantier concerné, une surveillance comportant des investigations et examens complémentaires effectués ou prescrits par le médecin du travail ainsi qu'un renforcement de l'action de celui-ci en milieu de travail, une attestation d'exposition établie par l'employeur conjointement avec le médecin du travail et remise au salarié.

Dans le cadre de l'évaluation des risques prévue ci-dessus, l'entreprise établira un mode opératoire qu'elle soumettra à l'avis du médecin du travail, du CSSCT ou, à défaut, du CSE. Il sera également transmis à l'inspecteur du travail, aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale et, le cas échéant, à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP). Une nouvelle transmission sera effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés. Une copie de ce mode opératoire sera envoyée au Coordonnateur SPS.

Ce mode opératoire précisera notamment :

- La nature de l'intervention,
- Les matériaux concernés,
- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle,
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre,
- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39,
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention,
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements,
- Les procédures de gestion des déchets,
- Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.

Lorsque la durée prévisible de l'intervention est supérieure à cinq jours, l'employeur devra transmettre, en outre, à l'inspecteur du travail et au service de prévention de l'organisme de sécurité sociale du lieu de l'intervention ainsi que, le cas échéant, à l'office professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics :

- Le lieu, la date de commencement et la durée probable de l'intervention,
- La localisation de la zone à traiter, la description de l'environnement de travail du lieu de l'intervention,
- Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97,
- La liste des travailleurs impliqués. Cette liste mentionne les dates de délivrance des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visite médicale et précise, le cas échéant, le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation.

Il est strictement interdit de boire, de manger ou de fumer à l'intérieur de la zone contaminée.

### **3.5.2 - Cas du plomb**

Sans objet.

### **3.5.3 - Pollution des sols**

Sans objet.

## **3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale**

### **3.6.1 - Règles d'utilisation des protections collectives**

3.6.1.1 - Mise en commun des protections collectives (échafaudages de pied, périmétriques, etc.)

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en oeuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

Les protections collectives sont toujours mises en oeuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.

Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :

après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux ;  
après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet ;  
après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

|  |
|--|
| Les protections collectives sont gérées par le titulaire du marché |
|--|

Toute entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par une autre entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Elle en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux et en informe le Coordonnateur SPS.

3.6.1.2 - Mesures spécifiques

Il incombe aux entreprises de détailler les mesures suivantes à travers leurs PPSPS pour les tâches spécifiques à leurs activités :

=> Prévention des risques liés aux chutes de plain-pied :

Port de chaussures antidérapantes.

Empierrement, lorsque c'est possible, des zones à terrain difficile.

Rangement des zones de travail et de circulation et accès aménagés en fonction des travaux.

=> Prévention des risques liés aux chutes d'objet :

Mise en place de console, plancher, plinthes empêchant toutes chutes d'objet. Un nettoyage régulier de ces surfaces est alors nécessaire.

Les zones où le risque de chutes d'objet existe, seront neutralisées au passage des piétons par la mise en place d'un balisage.

Il est interdit de circuler sous les charges.

Le port du casque dans ces zones est obligatoire.

=> Prévention des risques liés au bruit :

Utilisation d'engins moins bruyants.

Port de protections auditives (combiner bouchons et casque).

Interdiction d'accès aux zones trop bruyantes (affichage).

Limiter l'intensité du bruit, le nombre de salariés exposés.

Installer des protections : capoter les machines bruyantes, etc.

=> Prévention des risques liés aux produits chimiques :

Obtenir les fiches de données de sécurité de tous les produits manipulés.

Mettre à disposition et s'assurer du port des équipements de protection individuels.

Remplacer les produits dangereux par d'autres moins dangereux.

Mettre en place des extincteurs appropriés aux différents risques.

Etablir un Permis de feu pour tous les travaux à flamme nue.

=> Prévention des risques poussière :

système d'arrosage ou d'aspiration à la source à prévoir

=> Prévention des risques liés aux vibrations :

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, etc.) l'entrepreneur devra :

Assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé.

Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations par la modification des modes opératoires, l'aménagement du temps de travail, l'utilisation d'un matériel approprié et l'équipement des engins de sièges à suspension.

=> Prévention des risques liés à la poussière :

L'entreprise réalisera des analyses des échantillons récoltés au cours des sondages géologiques (carottage ou cutting) afin d'en mesurer le degré d'agressivité des poussières après broyage.

L'échantillonnage sera repéré dans l'espace afin de pouvoir localiser les risques encourus au cours du creusement.

L'entrepreneur devra procéder à des contrôles journaliers de concentration des poussières dans l'air aux différents postes de travail.

L'entreprise évaluera les risques et décrira les moyens qu'elle compte mettre en oeuvre pour la protection de ses risques propres, risques importés et risques exportés.

=> Prévention des risques liés au bétonnage :

Il est demandé à l'entreprise de veiller particulièrement aux points suivants :  
surveiller le débit du béton pour éviter les secousses et les projections violentes,

tuyauterie sous pression : mise en place de purges de décharge rapide, tous les raccords de tuyauterie d'air comprimé seront sécurisés par ajout de câbles,

### **3.6.2 - Règles d'utilisation de l'installation électrique générale**

L'installation électrique provisoire du chantier comprendra de façon distincte :

- les installations électriques pour les besoins des cantonnements, s'ils existent,
- les armoires, coffrets électriques et réseaux électriques de distribution du chantier,
- L'éclairage du chantier permettant la circulation sur tout le chantier et ses abords,
- l'alimentation des grues, centrales à béton, etc.

L'installation électrique provisoire du chantier sera réalisée par du personnel habilité. Celle-ci sera vérifiée par un organisme agréé.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien est le titulaire du marché:

#### **3.6.2.1 - Armoires principales et secondaires de chantier normalisées**

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront maintenus fermés en permanence. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité. Chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Chaque armoire devra être équipée d'un dispositif « coup de poing » de coupure d'urgence en cas de problème, et d'une protection différentielle de 30 mA.

#### **3.6.2.2 - Implantation de l'installation électrique**

Concernant la conception et l'implantation de l'installation électrique, il convient de respecter les règles suivantes :

3.6.2.2.1 Eloigner l'installation électrique principale des zones à risques, c'est-à-dire des zones de stockage de matériel ou des zones de production où de nombreux objets et outils conducteurs sont manipulés à proximité de l'installation.

3.6.2.2.2 Baliser et protéger l'installation électrique : bloquer l'accès aux panneaux et armoires électriques par une porte ou un grillage fermés à clé, utiliser les panneaux de signalisation standardisés pour signaler le risque électrique.

3.6.2.2.3 Utiliser des installations électriques protégées par une carcasse de

sécurité qui ne s'ouvre qu'une fois le courant hors-tension.

### 3.6.2.3 - Niveau d'éclairage

Lorsque le niveau de l'éclairage naturel est inférieur aux valeurs minimales d'éclairage réglementaires, il est nécessaire d'installer un éclairage artificiel adapté aux travaux à effectuer, ainsi qu'aux déplacements du personnel, sans créer de nouveaux risques.

| <b>Locaux affectés au travail et dépendances</b> | <b>Valeurs minimales d'éclairage</b> |
|--|--------------------------------------|
| Escaliers et entrepôts                           | 60 lux                               |
| Locaux de travail, vestiaires, sanitaires        | 120 lux                              |
| Locaux aveugles affectés à un travail permanent  | 200 lux                              |



| <b>Locaux affectés au travail et dépendances</b>     | <b>Valeurs minimales d'éclairage</b> |
|--|--------------------------------------|
| Voies de circulation intérieures                     | 40 lux                               |
| Locaux de travail, vestiaires, sanitaires            | 120 lux                              |
| Locaux aveugles affectés à un travail permanent      | 200 lux                              |
| Postes de travail en tunnel                          | 250 lux                              |
| Postes spécifiques dangereux (scie circulaire, etc.) | 300 lux                              |

| <b>Espaces extérieurs</b>  | <b>Valeurs minimales d'éclairage</b> |
|--|--------------------------------------|
| Zones et voies de circulation extérieures                              | 10 lux                               |
| Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent | 60 lux                               |

| <b>Espaces</b>  | <b>Valeurs minimales d'éclairage</b> |
|---|--------------------------------------|
| Eclairage général de la zone de travaux   | 30 lux                               |
| Postes de travail permanents et fixes   | 200 lux                              |
| Postes de travail permanents et itinérants  | 40 lux                               |
| Zones et voies de circulation des piétons (y compris escaliers)                       | 30 lux                               |
| Postes de travail avec usage de machine dangereuse (scie, tronçonneuse, meule, etc.)  | 300 lux                              |
| Zones et aires de chargement ou de déchargement de matériaux (déblais, dépôts, etc.). | 40 lux                               |

#### 3.6.2.4 - Eclairage de secours

L'éclairage de sécurité doit permettre, lorsque l'éclairage général est défaillant, l'évacuation sûre et facile du personnel, en particulier depuis les escaliers, sous-sols, zones aveugles, etc.

### 3.7 - Interactions sur le site

#### 3.7.1 - Contenu des PPSPS

Le Coordonnateur SPS analysera les PPSPS remis par les entreprises, en examinant particulièrement les risques exportés afin de mettre en place les mesures de coordination correspondantes.

Chaque entreprise qui modifie la nature de son PPS (mode opératoire, phasage des travaux, matériels, etc.) devra en informer le CSPS, par l'envoi d'un PPSPS modifié ou lors des réunions de coordination évoquées ci-dessous.

#### 3.7.2 - Analyse des risques liés à la coactivité

Les pages suivantes, relatives à l'analyse des risques de coactivités, ont été établies par le

Coordonnateur SPS en fonction des éléments portés à sa connaissance par le Maître d'Ouvrage lors de la phase étude.

Le PGC étant un document évolutif, le contenu de cette analyse pourra être modifié en phase travaux, en fonction du déroulement des travaux et des PPSPS des entreprises.

Les entreprises seront tenues de coopérer avec le Coordonnateur SPS en lui transmettant les éléments nouveaux relatifs aux coactivités, et en appliquant sans délai, les conclusions découlant de la mise à jour de cette analyse.

L'analyse des risques de coactivités figure ci-après.

| <b>Risque</b>  | <b>Mesure de coordination</b>  | <b>Risque généré par</b>   | <b>Risque exporté vers</b>                        |
|--|--|--|---|
| Chute d'objets (stockage ou chargement mal arrimé, rupture d'élingue...).                  | Pas de personnel sous la charge manutentionnée.<br>Vérification périodique des engins de levage à jour.<br>Formation du personnel à l'élinguage.<br>Vérification du bon état des élingues et chaines de levage. Hauteur de stockage: maximum 1,50m pour accès de plain-pied aux points d'accroche. | Forage de sols<br>Amiantés                                       | Terrassements                                     |
| Chute/heurt par un élément manutentionné (rupture d'élingue, décrochement...).             | Pas de superposition des zones d'activités<br>Contrôle des appareils de levage.<br>Désignation d'un responsable de manoeuvre   | Forage de sols<br>Amiantés, Terrassements                        | Forage de sols<br>Amiantés, Travaux préparatoires |
| Risques liés à la circulation (heurt, écrasement du à la circulation ou à un basculement). | - Balisage des postes de travail.<br>- Port des EPI haute visibilité.<br>- Circulation sur les cheminements piétons : éclairage des postes de travail en continu.  | Forage de sols<br>Amiantés, Travaux préparatoires, Terrassements | Forage de sols<br>Amiantés, Travaux préparatoires |
| Heurt par un engin en manoeuvre ou par un élément manutentionné.                           | Séparation des zones d'évolution des engins.<br>Limitation du personnel autorisé à proximité.  | Forage de sols<br>Amiantés, Travaux préparatoires, Terrassements | Forage de sols<br>Amiantés, Travaux préparatoires |
| Émissions de poussières, projections dangereuses (silice, plomb, amiante lors de décapage, | - Établissement d'un mode opératoire adapté.<br>- Port des EPI selon le niveau d'empoussièrement.<br>- Respecter les temps de vacations selon la température ambiante.<br>- Décontaminer le matériel en fin d'opération.<br>- respecter le temps d'habillage, déshabillage et de décontamination   | Terrassements, Travaux préparatoires, Forage de sols Amiantés    | Terrassements                                     |

| <b>Risque</b>  | <b>Mesure de coordination</b>  | <b>Risque généré par</b>             | <b>Risque exporté vers</b>                        |
|--|--|--------------------------------------|---|
| soudage, meulage, perçage ...).                          | du personnel inclus dans le temps de vacation.   |                                      |   |
| Chute de plain-pied (sol encombré, glissant ou déformé). | Entretien et dégagements de tous les cheminements;<br>Stockages dissociés des zones de circulation piétonne<br>Aménagement des accès pour utilisation par tout temps | Travaux préparatoires, Terrassements | Forage de sols<br>Amiantés, Travaux préparatoires |

### **3.7.3 - Risques particuliers**

| <b>Travaux présentant des risques particuliers</b>   | <b>Oui / Non</b> | <b>Document / Commentaires</b> |
|--|------------------|--------------------------------|
| Chute de hauteur   | Non              |                                |
| Ensevelissement ou enlèvement  | Non              |                                |
| Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante  | Oui              |                                |
| Exposition à des radiations ionisantes   | Non              |                                |
| Travaux à proximité de lignes électriques aériennes ou enterrées   | Non              |                                |
| Risque de noyade   | Non              |                                |
| Travaux de puits, terrassement souterrain, tunnel et reprise en sous-oeuvre                              | Non              |                                |
| Travaux en plongée appareillée   | Non              |                                |
| Travaux en milieu hyperbare  | Non              |                                |
| Travaux de démolition impliquant les structures porteuses sur un volume supérieur à 200 m <sup>3</sup> ; | Non              |                                |
| Usage d'explosif   | Non              |                                |
| Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds  | Non              |                                |
| Utilisation d'appareil de levage d'une capacité supérieure à 60 tonnes/mètre                             | Non              |                                |

## **4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation**

### **4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention**

Lorsque le chantier se déroule sur un site en exploitation, chaque entreprise prendra en compte les contraintes d'exploitation données par l'exploitant.

L'exploitant pour cette opération est le suivant :

Sans objet.

### **4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes**

Le Code du Travail impose la concertation entre les maîtres d'ouvrage lorsque plusieurs opérations se déroulent sur un même site. Il s'agit là de gérer les coactivités potentielles entre ces différents chantiers.

Pour cela, des réunions de travail faisant appel aux représentants des maîtres d'ouvrage seront organisées selon une fréquence à définir.

Les entreprises, intervenant dans le cadre de la présente opération, pourront être sollicitées pour participer à certaines de ces réunions, lorsque leurs compétences seront nécessaires.

Les conclusions faites à l'issue de chacune de ces réunions seront portées par le Coordonnateur SPS à la connaissance des entreprises intervenantes, pour mise en application des mesures de sécurité correspondantes.

### **4.3 - Réseaux enterrés et aériens**

Il est rappelé que les travaux à proximité d'une ligne ou d'une canalisation sous tension sont interdits, sauf si l'exploitant confirme par écrit que la mise hors tension est impossible.

L'attention des entreprises est également attirée sur le fait que la démarche relative aux DICT implique une planification définie par la réglementation. Les entreprises devront donc être vigilantes sur ce point afin que les travaux soient entrepris en toute sécurité.

Suite aux retours de la part des concessionnaires, les entreprises ayant des dispositions particulières à prendre vis à vis des réseaux existants joindront à leur PPSPS les avis émanant des concessionnaires concernés afin que le Coordonnateur SPS puisse retransmettre les informations aux autres entreprises.

Voir DT

Les mesures spécifiques à mettre en œuvre sont les suivantes :

Prescriptions des concessionnaire dans les réponses au DICT

#### **4.4 - Risques liés à la circulation extérieure**

L'entreprise chargée de la fermeture du chantier (paragraphe 5.3) apposera des panneaux « chantier interdit au public » à espace régulier et notamment au droit des possibilités d'accès au chantier des personnes extérieures.

Elle veillera pendant la durée des travaux au maintien en l'état de ces panneaux.

En cas de croisement de véhicules chantier au droit de ces intersections, la priorité est toujours au véhicule entrant dans le chantier.

Chaque entreprise veillera à ne rien entreposer au droit des entrées du chantier et à ne pas gêner l'accès au chantier pour les véhicules entrants afin que la circulation publique ne soit pas gênée

Les mesures spécifiques à mettre en œuvre sont les suivantes :

Si la configuration du chantier impose une circulation publique piétonne le long de zones de travail où existe un risque de chute de matériel ou de matériaux, une protection appropriée afin de protéger les piétons sera mise en place. Elle veillera à sa maintenance aussi longtemps que le risque perdure.

La signalisation sur le domaine public indiquant aux piétons les points de passage réservés devra également être assurée. Cette protection devra être dimensionnée pour résister aux chutes de matériaux et matériels évoqués ci-dessus.

L'entreprise responsable de ces mesures est la suivante :

## **4.5      - Analyse des risques liés à l'environnement**



L'analyse des risques liés à l'interférence avec l'environnement du chantier figurent ci-après.

| <b>Risque</b>   | <b>Oui /<br/>Non</b> | <b>Mesure</b> |
|---|----------------------|---------------|
| <b>Risque naturel</b>   |                      |               |
| Chute de blocs provenant de massifs surplombant le chantier.  | Non                  |               |
| Feux de forêt.  | Non                  |               |
| Avalanche.  | Non                  |               |
| Evènements et phénomènes climatiques.   | Non                  |               |
| <b>Risque technologique</b>   |                      |               |
| Exploitation en activité à proximité pouvant émettre des gaz nocifs (chlore, H2S, SO3...) ou tous autres dangers. | Non                  |               |
| Etablissement SEVESO à proximité pouvant être à l'origine de risques.   | Non                  |               |
| Centrale nucléaire à proximité.   | Non                  |               |
| <b>Risque lié à l'activité</b>  |                      |               |
| Renversement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie de circulation.                                  | Non                  |               |
| Heurt, happement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie ferrée.                                      | Non                  |               |

| <b>Risque</b>  | <b>Oui / Non</b> | <b>Mesure</b>  |
|--|------------------|--|
| Electrisation, électrocution, brûlure par contact ou arc électrique (travaux à proximité de lignes électriques aériennes). | Non              |  |
| Rupture de canalisation entraînant des blessures sur les salariés.   | Non              |  |
| Noyade (travaux à proximité d'étendue d'eau, d'égout, de décanteur, ou suite à une venue d'eau importante imprévue).       | Non              |  |
| Découverte d'engins pyrotechniques pouvant exploser.   | Non              |  |
| Autres chantiers en activité générant des risques sur notre chantier.  | Non              |  |
| Déversement accidentel de produits chimiques (pollution du sol, des nappes phréatiques, d'un cours d'eau...)               | Oui              | En prévision :<br>Présence obligatoire, pour chaque entreprise présente sur le chantier, d'un kit anti-pollution.<br>Stocker les produits sur bac de rétention |

## **5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre**

### **5.1 - Installations de chantier**

#### **5.1.1 - Généralités**

La(les) zone(s) d'installation est(sont) située(s) comme ci-dessous :

La mise à disposition et l'entretien des installations de chantier sont assurés par l'entreprise titulaire du marché:

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :

L'ensemble des installations de chantier sera clôturé. Chaque accès sera équipé d'un portail fermant à clefs. Ces équipements seront à la charge de l'Entrepreneur.

Une zone d'accès depuis la voie publique devra être réalisée et une zone de stationnement affectée aux véhicules du personnel devra être prévue. Cette zone de stationnement devra être distincte de la zone de chantier.

Les locaux seront équipés d'un moyen de lutte contre un début d'incendie.

Un module avec SAS de décontamination sera mis en place en zone Amiante. En outre,

### **5.2 - Nettoyage du chantier**

#### **5.2.1 - Nettoyage des installations**

Le nettoyage des installations de chantier sera organisé Quotidiennement

### **5.2.2 - Nettoyage des zones de travail**

Dans tous les cas, chaque entreprise procédera quotidiennement à l'évacuation des gravats, décombres, déchets de toute nature dans les conditions prévues à cet effet dans le présent PGC, afin que les postes de travail ne comporte pas de gêne ou d'obstacle.

Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants sont formellement interdits.

### **5.2.3 - Nettoyage des véhicules sortants**

Toutes les entreprises veilleront à conserver les abords du chantier et la voirie publique dans un état de parfaite propreté.

## **5.3 - Clôture du chantier**

### **5.3.1 - Clôtures périphériques et ouvertures (porte et portail)**

L'emprise du chantier sera clôturée par l'entreprise titulaire du marché

Les clôtures seront de type Barrières avec mise en place de la signalisation amiante le long de celle-ci.

Les portes et portails seront placés et entretenus par cette même entreprise et dimensionnés de façon judicieuse pour permettre un contrôle de l'accès du personnel et des véhicules des entreprises, ainsi qu'un accès rapide des secours.

### **5.3.2 - Panneaux de chantier**

Les panneaux seront mis en place pendant la période de préparation, puis entretenus et déposés par l'entreprise :

Sont obligatoires :

- l'affichage de l'arrêté (municipal, préfectoral, etc.),
- la mise en place de panneaux « chantier interdit au public », répartis le long des clôtures de façon suffisante,
- à l'entrée principale du chantier, l'ensemble des panneaux référant des obligations et interdictions auxquelles est assujetti le chantier.

Ces panneaux devront être visibles à une distance raisonnable.

## **5.4**     **- Réseaux mis à disposition**

Les branchements nécessaires aux installations de chantier seront réalisés par l'entreprise :

### **5.4.1**     **- Electricité**

Le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations de chantier.

En cas d'énergie fournie par un générateur mobile à alimentation par combustible, ce dernier devra être équipé :

- d'un moyen d'extinction adapté,
- d'un moyen de coupure d'urgence,
- d'un bac de rétention,
- de l'affichage obligatoire et des consignes spécifiques en cas d'urgence.

### **5.4.2**     **- Eau**

Le point de raccordement au réseau d'eau potable se trouve à l'endroit suivant :

### **5.4.3**     **- Eaux usées / Eaux issus du forage**

Les eaux de rejets du chantier devront être filtrées ou décantées avant leur rejet dans le réseau d'eaux usées.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur.

Les eaux de forages seront collectées et filtrées avec un système de Filtres à très hautes efficacités avant d'être rejetées dans le milieu.

## **6 - Secours et évacuation des travailleurs**

### **6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours**

En cas d'accident corporel, d'incendie, etc., l'appel des secours se fait de la façon suivante :

Par téléphone fixe : composez le 18.

Par téléphone portable : composez le 112.

Par principe, systématiquement pour les postes de travail à risques, les entreprises organiseront les postes de travail de façon à éviter les travailleurs isolés.

Informez les services de secours en cas d'accident dans la zone Amiante.

### **6.2 - Organisation des premiers secours**

Chaque entreprise devra assurer, dans la mesure du possible, la présence permanente d'un sauveteur - secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.

Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque ou par tout autre moyen de reconnaissance (brassard, blouse, etc.).

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur - secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée par les formations régulières de « recyclage ».

Chaque entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

## **7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants**

### **7.1 - Mise en commun des moyens**

Le présent PGC, ou les dispositions adoptées au cours des travaux, peuvent prévoir des mises en commun de moyens entre les différents entrepreneurs.

Toute utilisation en cours de chantier d'un dispositif mis en œuvre par une entreprise et utilisé par une autre devra faire l'objet d'un accord formalisé par l'entreprise ayant mis le dispositif. Cet accord précisera en outre les conditions d'utilisation, et les restrictions.

Une vigilance toute particulière devra être portée sur les équipements de travail relatifs aux travaux en hauteur (échafaudages, nacelles, grues mobiles ou à tour, etc.) compte tenu de l'importance des risques potentiels.

### **7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants**

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Sont considérés comme sous-traitants :

- le travailleur indépendant,
- l'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

### **7.3 - Emploi de personnels intérimaires**

Les entrepreneurs employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;
- les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés et qu'une copie est disponible sur le chantier ;
- le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité ;
- le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

### **7.4 - Prestataires de service**

Sont considérés comme prestataires de services :

- les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur) ;
- les fournisseurs (carburants, matériels, etc.) ;

- toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc.) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

Tout entrepreneur devra mentionner dans son PPSPS les prestataires qu'il compte faire intervenir.

A ce titre, l'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées (dont une copie sera disponible sur le chantier) ;
- les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés ;
- les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite) à son utilisation.

L'entreprise remet alors au prestataire :

- les consignes de sécurité,
- les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement,
- les moyens de secours en cas d'accident,
- l'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil,
- les lieux d'intervention.

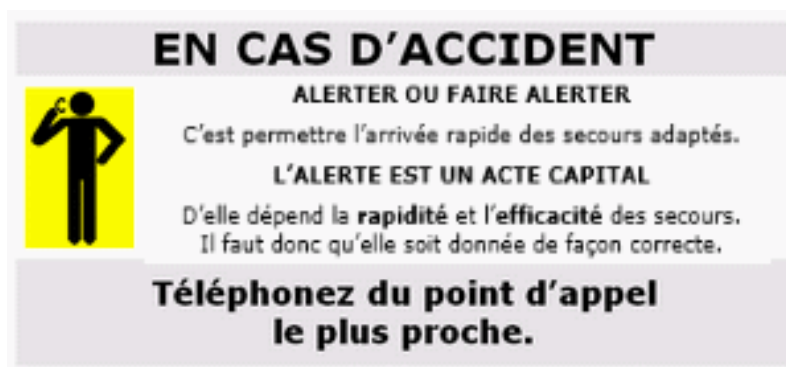
Le prestataire remet à l'entreprise utilisatrice :

- les caractéristiques du véhicule,
- les précautions ou suggestions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.



**8 - Annexes**

## 8.1 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours



COMPOSEZ le 18 ou le 112.

INDIQUEZ LE LIEU DU CHANTIER :

RN20 Plots d'essai d'injection et sondages complémentaires

Quié

09400 TRASCON SUR ARIEGE

PRECISEZ :

- la nature de l'accident,
- la position du blessé,
- s'il y a nécessité de dégagement.

SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT.

FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS, VOUS LES CONDUIREZ SUR LES LIEUX DE L'ACCIDENT.

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER ET FAITES REPETER LE MESSAGE.

PREVENEZ :

| Contact                                       | Téléphone      | Fax |
|---|----------------|-----|
| Jean Christophe FRUHAUF (DREAL MIDI-PYRENEES) |                |     |
| Lionel VIGNES (CSPS)                          |                |     |
| Adresse GENERALE (CARSAT OCCITANIE)           |                |     |
| Agence Occitanie OPPBTP (OPPBTP)              | 05 61 44 52 62 |     |
| Agence Occitanie OPPBTP (OPPBTP)              | 05 61 44 52 62 |     |
| DDETSPP DE FOIX (DDETSPP)                     |                |     |
| Benjamin ARNAUD (DDETSPP)                     |                |     |

## **8.2 - ANNEXE : Dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante**

:

[909\\_-\\_51998\\_als\\_pro\\_gen\\_stu\\_ntt\\_00909\\_a\\_-\\_cahiers\\_gt32\\_-\\_note\\_amiante\\_environmental.pdf](#)